GRAND CONSEIL **QUE 2444**
de la République et canton de Genève

Signataire : Christo Ivanov

Date de dépôt : 29 octobre 2026

Question écrite urgente

Piscine olympique de Pré-Bois : vers une levée des obstacles ?

En mai 2020, la loi concernant la création de la Fondation intercommunale de Pré-Bois (12646) était votée par le Grand Conseil. Cette loi devait constituer l'ultime étape permettant de porter le projet de piscine olympique de Pré-Bois et la réalisation du bassin d'ici 2023. Pour un canton en déficit de bassins, la nouvelle infrastructure doit permettre de soulager notamment la très fréquentée piscine olympique des Vernets (1966).

Dans sa réponse à la QUE 1902, il y a trois ans, le Conseil d'Etat indiquait qu'aucune demande d'autorisation de construire n'avait encore été déposée, dès lors que la réalisation de la piscine était subordonnée à l'adoption préalable d'un plan localisé de quartier (PLQ).

Selon le rapport annuel 2025 de la Fondation intercommunale de Pré-Bois, les enquêtes techniques sont désormais terminées et le PLQ a été validé par le Conseil administratif de Meyrin et voté par le Conseil municipal de Meyrin.

Le rapport relève toutefois que le projet demeure dans l'attente d'un retour du Conseil d'Etat concernant l'utilisation des droits à bâtir de l'îlot dont l'Etat est propriétaire et sur lequel doit être réalisée la future piscine.

Dès lors, il apparaît opportun de faire le point sur l'état d'avancement du dossier et sur les obstacles qui subsisteraient encore à la concrétisation de cette infrastructure attendue depuis de nombreuses années.

Mes questions sont les suivantes :

1) ***La question de l'utilisation des droits à bâtir de l'îlot propriété de l'Etat a-t-elle été réglée ?***

2) ***Quels obstacles administratifs, juridiques ou fonciers s'opposent encore à la réalisation de la piscine olympique de Pré-Bois ?***
3) ***Selon le calendrier actuel, à quelle échéance le Conseil d'Etat estime-t-il que l'autorisation de construire pourra être déposée ?***

Je remercie d'avance le Conseil d'Etat de ses réponses.